



CERISE

Comité d'Echanges, de Réflexion et d'Information
sur les Systèmes d'Epargne-crédit



iram GRET

RAPPORT D'ACTIVITE CERISE

2002

Mai 2003



RAPPORT D'ACTIVITE 2002

SOMMAIRE

1. Les acquis et avancées en 2002.....	4
11. Aboutissement de travaux de capitalisation.....	4
Financement de l'agriculture.....	4
Gouvernance.....	6
Mode d'intervention.....	7
12. Renforcement du pôle d'animation et d'échanges.....	7
Confiance et échanges en interne.....	7
Renforcement des échanges externes.....	8
Formation / Information.....	10
13. Répartition du temps de travail.....	10
2. Bilan des trois dernières années de CERISE (2000 – 2002).....	11
21. Renforcement des échanges en internes entre les membres.....	11
22. Visibilité et crédibilité des travaux de CERISE.....	11
3. Les perspectives pour 2003.....	12
31. La capitalisation en 2003.....	12
Financement de l'agriculture.....	12
Gouvernance.....	13
Impact.....	13
Mode d'intervention.....	15
32. Renforcement des partenariats.....	16
La structure du partenariat CERISE.....	16
Renforcement de la communication.....	17

ADA	Appui au Développement Autonome (Luxembourg)
ACEP	Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée
AFD	Agence Française de Développement
AFRACA	Association Africaine de Crédit Rural et Agricole
CEFEB	Centre d'Etudes Financières Economiques et Bancaires
CERISE	Comité d'Echange, de Réflexion et d'Information sur les Systèmes d'Épargne et de crédit
CGAP	Consultative Group to Assist the Poorest
CIDR	Centre International de Développement et de Recherche
CIRAD-TERA	Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement – Département : Territoires, Environnement et Acteurs
CNCE	Centre National des Caisses d'Épargne
CRG	Crédit Rural de Guinée
CRS	Catholic Relief Service
CTA	Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale ACP-UE
ENDA Graf	Groupe de Recherche Action Formation (Sénégal)
ESF	Épargne Sans Frontières
FENU	Fonds d'Équipement des Nations Unies
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FPH	Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme
GRET	Groupe de Recherche et d'Échanges Technologiques
IDS	Institute of Development Studies
IRAM	Institut de Recherche et d'Application des Méthodes de Développement
IRD	Institut de Recherche et de Développement
MAE	Ministère français des Affaires Étrangères
PAFID	Programme d'Appui au Financement Décentralisé
PDSFR	Programme de Développement des Services Financiers Ruraux (Niger)

RAPPORT D'ACTIVITE 2002

CERISE a été initié en 1998, par l'IRAM, le CIDR, le GRET et le CIRAD.

CERISE est une plate-forme de capitalisation, de réflexion, d'études, d'échange et de proposition sur la microfinance.

Sa création répondait à deux constats :

- Dans le monde de la microfinance en évolution rapide, les acteurs français évoluent dans un relatif isolement, à la fois les uns par rapport aux autres, mais aussi vis à vis de l'extérieur (réseaux du Sud, réseaux anglo-saxons, et bailleurs de fonds.); cet isolement limite fortement le partage des expériences et des savoir-faire, ainsi que l'analyse critique des pratiques, des modes d'intervention, des méthodes et des outils utilisés ;
- L'expérience acquise par les opérateurs du Nord est riche et diversifiée, mais reste peu capitalisée et mal valorisée.

Dans ce contexte, la création de CERISE s'inscrit dans une démarche d'ouverture et de structuration des opérateurs de développement et de recherche français. Elle a pour but d'offrir un espace de travail en commun aux organisations fondatrices et de faciliter la rencontre avec les autres acteurs (autres opérateurs du Nord, opérateurs et organisations du Sud, bailleurs de fonds, etc.).

L'année 1999 a permis au groupe de mieux se connaître, d'échanger et d'élaborer une charte formalisant les principes généraux qui fondent CERISE. Des axes de capitalisation ont été identifiés et un premier travail de capitalisation a été conduit pour le FENU sur le financement des zones défavorisées.

L'année 2000 a permis de concrétiser, d'approfondir et de diversifier les activités de CERISE : renforcement de la dynamique du groupe avec en particulier le recrutement d'un secrétaire permanent en avril 2000 ; productions de synthèses de capitalisation ; contribution à la réflexion et à l'animation du secteur de la microfinance (séminaire d'Agen et rencontres avec des partenaires du secteur).

En 2001, les axes de capitalisation initiaux ont été resserrés et précisés afin de mieux cadrer avec les objectifs de CERISE (capitalisation plutôt que travail opérationnel) et de se centrer sur un nombre limité de thèmes jugés en phase avec les questions actuelles de la microfinance : gouvernance et viabilité sociale, financement de l'agriculture, modes d'intervention, impact, diagnostic de la microfinance en Afrique de l'Ouest (voir détail en annexe).

En 2001 et 2002, les activités ont été concentrées sur les thèmes de la gouvernance des IMF, du financement de l'agriculture et du mode d'intervention. Le travail d'échange a été approfondi entre les membres de CERISE qui ont établi un rythme de travail en commun régulier, animé par le secrétariat technique. Les échanges vers les partenaires de CERISE se sont également concrétisés (diffusion de l'information par la publication de notes, de documents de synthèses et d'articles ; rencontres CERISE et un séminaire international co-organisé par le CIRAD et CERISE).

Le travail de CERISE commence aussi à être connu et reconnu à l'extérieur.

1. Les acquis et avancées en 2002

11. Aboutissement de travaux de capitalisation

Financement de l'agriculture

Séminaire de Dakar

Le programme de recherche sur le financement de l'agriculture a été initié par le CIRAD en 1997 en partenariat avec les membres de CERISE, au départ représentés indépendamment. Ce travail en commun constitue en quelque sorte les premières ébauches concrètes de capitalisation conjointe qui ont conduit à la création de CERISE.

Le travail de capitalisation sur un thème complexe a permis de renforcer les liens entre les membres de CERISE et a conduit à la production de synthèses de différentes natures : études de cas ; synthèses par pays ; synthèses thématiques à partir de résultats de recherche (voir bibliographie). Les matériaux préparés par CERISE et le CIRAD constituent une capitalisation sur la problématique du financement de l'agriculture par la microfinance dont tous ceux qui les ont lus reconnaissent la qualité. A travers ces documents, CERISE a prouvé sa capacité à construire une capitalisation effective et de nature à nourrir le débat.

Le séminaire de Dakar, en bref

Le travail commun de capitalisation a servi de base à la tenue d'un séminaire international co-organisé par le CIRAD et CERISE, avec l'appui du CTA, du FIDA, du Ministère Français des Affaires Etrangères, de l'AFRACA (Association Africaine de Crédit Rural et Agricole) et l'Enda-Graf. Ce séminaire a eu lieu à Dakar du 21 au 24 janvier 2002.

Le séminaire était centré sur la question suivante :

« Dans quelles conditions, la microfinance, dans sa diversité, et sous contrainte de pérennisation, pourra-t-elle répondre efficacement à l'ampleur et à la spécificité des besoins de financement de l'agriculture dans un contexte de libéralisation ? »

Il avait pour objectifs :

1. de faire le point sur cette question à partir de l'analyse de différentes expériences d'institutions de microfinance dans des situations agricoles contrastées
2. d'ouvrir un espace de rencontre, d'échange et de discussion entre les différentes catégories d'acteurs confrontés à cette question (producteurs et organisations agricoles, institutions et projets de microfinance, banques, ONG, décideurs, bailleurs de fonds, chercheurs)
3. de dégager des propositions d'action sur la question du financement de l'agriculture et la contribution de la microfinance, adaptées à chaque catégorie d'acteurs ;

Le séminaire a réuni 144 participants venant de 28 pays d'Afrique, d'Europe, et d'Amérique du Nord. Il s'est déroulé en français et en anglais simultanément afin de permettre des échanges en particulier entre les participants d'Afrique francophone et d'Afrique anglophone.

L'objectif de créer un espace de dialogue entre des catégories d'acteurs qui ne se parlent que rarement sur le terrain a été atteint : producteurs agricoles et leurs organisations, institutions de financement, ONG, chercheurs, responsables politiques, bailleurs de fonds ont dialogué. Des questions clé ont été posées, abordées, avec des ébauches de débat.

Avec les contributions écrites d'une cinquantaine de participants, les synthèses rédigées par le CIRAD et CERISE ont été distribuées aux participants sous format papier et CD-Rom.

Capitalisation « post-Dakar »

Afin de prolonger la réflexion, le CIRAD et CERISE ont poursuivi le travail de capitalisation à l'issue du séminaire.

Un résumé exécutif présente une synthèse du séminaire de Dakar, ainsi que des enseignements et recommandations pour l'action. Ce résumé s'appuie sur les contributions présentées au séminaire de Dakar, les acquis du programme de recherche CIRAD/CERISE, les débats et recommandations du séminaire, les réactions ultérieures des participants. Le « résumé exécutif » est publié sous forme de document bilingue français/anglais, avec l'appui du Ministère des Affaires Etrangères français et du CTA. Il est en cours de diffusion à une échelle très large auprès des différentes catégories d'acteurs confrontés à la question du financement de l'agriculture.

Un bulletin d'information post séminaire, initié en août 2002, est diffusé par voie électronique aux participants du séminaire, sous forme d'une fiche hebdomadaire de quelques pages. Ces fiches complètent le résumé exécutif et ont pour objectif de fournir aux participants un outil opérationnel pour alimenter leurs réflexions et leurs initiatives de concertation à l'échelle locale. Quinze fiches ont été diffusées sur le second semestre 2002 (Liste en Annexe). L'ensemble des fiches sera traduit en anglais et publié avec le CIRAD.

Le travail de capitalisation sur Dakar donnera également lieu à la production des ***actes du séminaire*** sous forme de CDROM (édition au printemps 2003) et à un ***ouvrage CIRAD/CERISE*** sur le financement de l'agriculture (publication en 2004).

Le financement de la filière coton dans le cadre de la libéralisation (Mali)

L'étude sur le crédit aux producteurs en zone cotonnière en bref

La filière coton du Mali traverse une profonde crise depuis 1998, déclenchée par la chute des cours mondiaux du coton. La crise étant structurelle, d'importantes mesures de réformes ont été proposées : recentrage des activités de la Compagnie malienne des textiles (CMDT) autour du système coton, meilleure participation des producteurs, libéralisation de la filière.

Dans le contexte des réformes en cours, il s'agit de proposer un mécanisme fonctionnel de crédit pouvant sécuriser d'une part l'approvisionnement en intrants et équipements agricoles et d'autre part le remboursement du crédit. Le travail de la mission consiste à faire une analyse de l'expérience du crédit agricole au Mali et dans la sous-région et de faire le diagnostic du système actuel y compris les difficultés rencontrées.

Chef de file : IRAM en collaboration avec le secrétariat de CERISE

Le travail sur le financement de la filière coton a donné lieu à une mission conjointe entre l'IRAM et le secrétariat technique de CERISE. Cette mission préfigure un type de collaboration entre CERISE et ses membres où un des membres réalise la mission en binôme avec le secrétariat technique. Cela permet à la fois de renforcer les collaborations internes entre CERISE et ses membres et d'alimenter la réflexion de CERISE sur ses thèmes de capitalisation à partir d'expériences de terrain et de questions d'actualité soulevées par les missions.

Ce travail sur la filière coton au Mali doit permettre d'alimenter la réflexion sur les thèmes du financement de l'agriculture et du diagnostic de la microfinance en Afrique. Il a donné lieu en

particulier à une réflexion sur l'intérêt et les limites de la caution solidaire comme forme de garantie de la microfinance (voir bibliographie).

Gouvernance

CERISE a engagé depuis quelques mois un travail de réflexion sur la gouvernance des institutions de microfinance (IMF) à partir de l'expérience de ses membres en Afrique et en Asie. La réflexion portait sur les formes de gouvernance qui permettent de piloter efficacement une institution de microfinance et de prévenir les crises.

Le travail de capitalisation, construit par itération entre des discussions et analyses communes entre les membres et du travail de synthèse par chacun des membres, a abouti à un document qui constitue une avancée dans la réflexion sur la gouvernance en microfinance. Il comporte une réflexion sur la notion de gouvernance en général et dans la microfinance en particulier, quatre études de cas détaillées analysées selon une grille d'analyse commune et une synthèse sur les enseignements de ces cas. La grille d'analyse de la gouvernance est un apport pour le domaine de la microfinance et gagnera à être opérationnalisée afin de constituer un outil de réflexion et d'amélioration des pratiques pour les acteurs de la microfinance.

L'aboutissement de ce premier travail permet à CERISE de valider son mode de fonctionnement et de réflexion interne, nourri de l'expérience de chacun des membres et approfondi par une confrontation et une réflexion commune.

Les rencontres Gouvernance en bref

CERISE a souhaité dans un deuxième temps élargir la réflexion et présenter l'état de son travail au cours de deux rencontres qui ont été l'occasion d'échanger, de discuter une méthode d'analyse et de voir comment le travail amorcé pouvait être poursuivi.

La première rencontre, le 15 octobre, touchant un public diversifié (bailleurs, chercheurs, opérateurs) avait pour objectif une présentation générale des travaux et une discussion ouverte sur l'intérêt de la démarche et les applications possibles.

La 2^e rencontre, le 21 novembre, était davantage centrée sur les perspectives et l'opérationnalisation de l'outil à l'usage des opérateurs et des IMF elles-mêmes. Cette rencontre s'est déroulée avec les membres de CERISE et les opérateurs partenaires intéressés par cet outil.

Ces deux rencontres ont permis de confronter le travail des membres de CERISE à l'expérience d'autres partenaires. Les échanges ont été constructifs et ont permis de valider la grille d'analyse proposée par CERISE. Elles ont constitué une étape importante (et non un point final) dans une démarche d'approfondissement et d'opérationnalisation de la gouvernance en microfinance.

Poursuite de la capitalisation sur Gouvernance

La suite de la capitalisation sur ce thème consistera, dans un premier temps à publier et à traduire le document CERISE, afin d'élargir sa diffusion, en particulier auprès des acteurs anglophones de la microfinance. Le CGAP, présent à la première rencontre, sera un relais important dans cette diffusion. Un certain nombre d'articles sont/seront publiés sur le thème, dans la Revue Tiers-Monde et le rapport sur « Exclusion et liens financiers » du centre Walras en particulier.

La capitalisation va également se poursuivre par la rédaction de nouvelles études de cas avec des partenaires qui peuvent apporter l'éclairage de situations différentes (autres contextes géographiques et autres modèles institutionnels). Un chantier important quant à l'amélioration des pratiques en microfinance consistera à l'opérationnalisation de la grille d'analyse afin d'offrir aux opérateurs et aux institutions un outil concret d'analyse et d'action pour aller vers une meilleure gouvernance des IMF.

Mode d'intervention

Collaboration avec le FIDA : Outil d'aide à la décision (« Decision tool »)

Le travail sur le « decision tool » en bref

Le travail consiste à traduire les directions politiques fixées dans le document de stratégie sur la finance rurale (« Policy Paper ») du FIDA en outil pratique de prise de décision pour les responsables du FIDA. Cet outil doit porter sur les phases d'identification de projet, de formulation, de suivi et d'évaluation. Il s'agit de donner les éléments pour traiter les questions clés auxquelles le FIDA doit faire face (comment repousser la frontière de la microfinance en zone rurale, comment financer l'agriculture, comment améliorer les projets, etc.)?

Chef de file : CIDR en collaboration avec les membres de CERISE (CIRAD = approche thématique ; GRET = approche géographique, Asie ; IRAM = approche géographique, Amérique latine ; CIDR = approche géographique, Afrique, Europe de l'Est).

Ce travail qui s'inscrit dans le chantier sur les modes d'intervention permet à CERISE de partager l'expérience de ses membres en tant qu'opérateurs et de réfléchir en partenariat avec un bailleur de fonds qui lui accorde sa confiance sur les conditions d'intervention dans différents contextes géographiques et selon différentes problématiques (comment assurer le financement des zones reculées, le financement de l'agriculture ? quelle place pour les banques publiques ? Quel rôle de la participation ? Quelles régulations ? Quel niveau des taux d'intérêt ? Comment assurer et mesurer l'impact, etc.).

Le « Decision Tool » se présente sous forme d'un document opérationnel dont chaque chapitre peut se lire indépendamment et doit permettre aux acteurs du FIDA et leurs partenaires de consulter les parties qui correspondent à leurs préoccupations ponctuelles. Ce guide a été présenté au FIDA et approuvé en juin 2002. Il est maintenant utilisé par les chargés de portefeuille. La qualité du document a été saluée par les commanditaires au FIDA.

12. Renforcement du pôle d'animation et d'échanges

Confiance et échanges en interne

L'année 2003 a vu se poursuivre un rythme régulier de réunions CERISE qui permettent aux membres de faire le point sur l'actualité CERISE (rencontres, contacts, organisation) et de progresser sur des thèmes de capitalisation (essentiellement gouvernance en 2002).

Par ailleurs, la confiance qui s'est maintenant établie entre les membres et trois années d'échanges et de capitalisation partagés ont permis de se mettre d'accord sur l'engagement d'un processus de revue croisée (« peer review ») de leur portefeuille respectif de projets de

microfinance en vue d'en tirer les enseignements pour la définition de leur stratégie respective à moyen terme.

Renforcement des échanges externes

CERISE a poursuivi sa participation aux rencontres organisées par ses partenaires afin d'alimenter sa propre réflexion et de diffuser les acquis de ses travaux : rencontre avec l'Inter-réseaux, rencontres avec des partenaires opérateurs (SIDI, Inter-Aide, etc.), appui/information à des étudiants.

CERISE entretient en particulier des échanges fréquents avec la Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH) et ses partenaires sur le thème de la finance solidaire.

- Rencontre de la FPH sur Microfinance et Liens sociaux : cette rencontre, du 3 au 5 juillet, à Dourdan a réuni des opérateurs et des réseaux d'IMF venant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe et qui partagent tous une préoccupation pour des approches sociales de la microfinance.

Groupe "finance solidaire et liens sociaux" et Atelier de Dourdan

D'après un compte-rendu de Morgane Iserte (FPH)

Parallèlement à la dynamique du Pôle socioéconomie solidaire et du chantier Finance Solidaire, un groupe de travail (FPH, CIDR, Intercoopération suisse, IRAM, FINANSOL) s'est réuni régulièrement, depuis mars 2000, pour réfléchir sur les rapports entre finance solidaire et liens sociaux.

La dernière étape de ce processus de travail collectif a été l'Atelier organisé par le groupe "Finance solidaire et liens sociaux" du 2 au 5 juillet 2002 à Dourdan, en s'appuyant sur l'analyse d'études de cas et sur les contributions des participants, issus de divers réseaux d'IMF du Nord et du Sud. L'objectif de cette rencontre était d'établir, à l'adresse des praticiens, des décideurs et des bailleurs de fonds, une liste de recommandations sur la façon de préserver et de renforcer les liens sociaux à travers les institutions de finance solidaire.

Les participants ont discuté de la nature des liens sociaux, du capital social et des valeurs sur lesquels ils se fondent.

Les liens sociaux et le capital social sont positifs pour les entrepreneurs, pour les groupes et les IMF. Leur mise en mouvement et leur valorisation permettent notamment de:

- Atteindre un grand nombre de bénéficiaires à moindres coûts
- Atteindre des zones éloignées par des économies d'échelle
- Améliorer les taux de remboursement
- Diminuer les coûts de transaction
- Sécuriser et pérenniser l'IMF en produisant de la confiance
- Elargir le champ des possibles en terme de produits et services

Cependant il est important de ne pas instrumentaliser les liens sociaux au seul bénéfice des IMF.

Pour permettre à la Finance solidaire de se renforcer, il s'agit de :

- d'avoir des outils et indicateurs pour mettre en œuvre les valeurs et vérifier l'impact
- de définir des devoirs, règles et obligations des IMF vis à vis à des entrepreneurs s'ils veulent respecter les valeurs d'un projet de société et leur engagement social
- de compléter les indicateurs financiers et économiques par des indicateurs sociaux inséparables des premiers

Ce travail se poursuivra en 2003.

- Participation, au Forum Social Européen à Florence, à l'atelier sur « Finance éthique européenne et microfinance comme instrument de lutte contre l'exclusion ». La participation de CERISE à cet atelier, outre son intérêt à s'engager avec les partenaires du Forum Social européen, a permis de présenter le travail collectif

engagé l'an passé sur Finances solidaires dans le cadre de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, et qui avait donné lieu à un cahier de proposition¹.

FSE et Finance solidaire, en bref

(d'après le compte-rendu de Morgane Iserte, FPH)

Du 6 au 10 novembre, a eu lieu à Florence, Italie, le premier Forum Social Européen (FSE). L'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire et le Pôle de Socio-Economie Solidaire y étaient présents. Grâce aux amis des réseaux italiens et, en particulier à Giorgio dal Fiume (CTM), Andrea Saroldi (Rete Lilliput), Francesco Biciato (Banca Etica), une conférence et quatre séminaires ont pu être organisés au FSE sur la finance solidaire, la consommation éthique, les réseaux d'économie solidaire et l'entreprise solidaire (dont les thèmes du commerce équitable, des coopératives, du rôle des femmes dans l'économie). Plusieurs ateliers sur la monnaie sociale ont aussi eu lieu. Au total, on peut estimer que près de 1500 personnes ont participé à ces événements.

Le vendredi 8, le séminaire "Finance éthique européenne et microfinance comme instrument de lutte contre l'exclusion" s'est tenu à Prato (à 40kms de Florence), organisé principalement par les Italiens de Banca Etica et de la Fondazione Choros. Les intervenants de ce séminaire représentaient différents volets de la finance solidaire en Europe: entre banque éthique au Nord et finance solidaire du Sud, tous se rejoignaient dans le constat de la nécessité de systèmes financiers au service de la société et de ses citoyens.

Le séminaire était animé par Frans de Clerk, de l'Inaise (International Association of Investors in Social Economy) et président de la banque Triodos (Pays Bas). Le panel était composé de:

- Jean-Paul Vigier, directeur de Finansol (France) et de la FEBEA (Fédération Européenne des Banques Ethiques et Alternatives): son intervention a d'abord porté sur le fonctionnement de Finansol et ses objectifs: promouvoir l'épargne solidaire et financer des projets d'utilité sociale, puis sur la nécessité grandissante de mettre au point un système financier solidaire international qui regrouperait l'ensemble des acteurs de la finance solidaire au niveau mondial.

- Wolfgang Sachs, du Wuppertal Institute (Allemagne): auteur d'un mémorandum sur la finance écologique pour le Sommet de Johannesburg, il a surtout insisté sur l'absence totale de "rémunération" de l'actuelle exploitation de la Nature et de la société et sur l'urgence qu'il y a aujourd'hui à taxer les activités consommatrices de ressources naturelles et humaines à leur "juste valeur".

- Gilda Farrell, du Conseil de l'Europe, a elle parlé de la vision de la finance éthique qui existe dans les PECO.

- Fabio Salviato, président de la Banca Etica (Italie), a rappelé la mission d'une finance au service des activités humaines et du développement local. Une finance qui cherche à inclure et redevient un moyen de, et non plus une fin en soi.

- Cécile Lapenu, de CERISE et participante du chantier "Finance Solidaire" de l'Alliance, a présenté les résultats du Cahier de Propositions "FINSOL": la microfinance et la finance solidaire sont un outil de développement et doivent permettre l'augmentation du capital social et l'"empowerment" de ses bénéficiaires. Il est important, a-t-elle souligné, de chercher des indicateurs capables de mesurer la performance sociale des IMFs.

Ce séminaire se déroulait dans la mairie de Prato, en compagnie du président de la région de Toscane et du maire de Prato qui sont tous deux intervenus sur le rôle des autorités publiques dans le soutien à ce type d'initiatives. Environ 250 personnes étaient présentes.

Trois rencontres sont considérées cependant comme majeures dans l'agenda de CERISE : le séminaire international de Dakar en janvier et les deux rencontres Gouvernance au dernier trimestre. Elles constituent en effet un aboutissement dans la stratégie de CERISE en termes de partage sur des thèmes stratégiques pour la microfinance et en termes d'animation de réseaux de partenaires diversifiés (opérateurs, bailleurs, chercheurs). CERISE propose ainsi à ces partenaires des occasions d'échanges sur des thèmes prioritaires, basées sur une réflexion préalable et approfondie menée par les membres de CERISE.

¹ Finances solidaires, Cahier de propositions pour le XXIe siècle, Novembre 2001. Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Coordonné par R. Chao Béroff et A. Prébois. 15 p. Site : <http://finsol.socioeco.org/>

Si, faute de moyens à ce stade, les rencontres Gouvernance se sont déroulées entre partenaires du Nord, le séminaire de Dakar a permis la confrontation des points de vue d'acteurs d'horizons très divers tant du point de vue des pays représentés que des origines professionnelles des participants.

L'atelier de Dakar, les rencontres Gouvernance, la participation à l'atelier Microfinance au Forum Social Européen de Florence et l'initiative sur les performances sociales ont contribué à renforcer l'ouverture européenne de CERISE : FIDA Italie, Université de Mons-Hainaut Belgique, ADA Luxembourg, Banca Etica et Etimos Italie, Université de Goettingen, Allemagne, GTZ Allemagne, Projet ImpAct de l' « Institute of Development Studies » de Manchester en Grande Bretagne, etc.

Formation / Information

CERISE et ses membres participent au module de formation d'avril sur la microfinance au CNEARC et participent à la construction des modules pour le nouveau Master qui débute à la rentrée de septembre 2002.

CERISE a également réalisé des fiches de synthèses à destination de la version CD-Rom du Mémento de l'agronome : présentation sur les taux d'intérêt en agriculture ; les principes de l'équilibre financier ; études de cas/ fiches explicatives (Tiavo, Madagascar, CVECA Mali ; EMT Cambodge ; Fonds d'investissement local au Mali ; secteur endogène/informal).

13. Répartition du temps de travail

Approximativement, la répartition du temps² entre les différentes activités s'est répartie comme suit pour le secrétariat technique de CERISE :

Répartition du temps entre les différentes activités

Activité	Temps consacré en 2002	Temps consacré en 2001
Administratif	9,5%	15%
Animation et échanges	16,0%	25%
Capitalisation	34,5%	40%
Contrat	34,0%	20%
Nombre total de jours de travail	175	140

On observe en 2002 que la capitalisation garde une place majeure. La progression du temps consacré à la contractualisation peut cependant se faire aux dépens de l'animation. C'est un risque auquel CERISE devra être vigilant pour garder sa vocation d'information et d'échange et ne pas se transformer en bureau d'études du fait de contraintes financières. Il s'agit alors de s'assurer que les contrats rentrent bien dans les thématiques de CERISE et peuvent alimenter la réflexion et régulièrement les travaux de CERISE donnent lieu à des rencontres et des phases d'échanges.

² hors vacances.

2. Bilan des trois dernières années de CERISE (2000 – 2002)

21. Renforcement des échanges en internes entre les membres

Les membres de CERISE se retrouvent très régulièrement et ont renforcé leurs échanges sur leur méthode de travail et leurs expériences.

Le travail au sein de CERISE est exigeant en termes de temps de travail et chacune des équipes y a consacré un temps considérable³ sur ressources propres (en plus de la cotisation annuelle) ce qui souligne l'implication forte, la volonté d'avancer et l'intérêt que le travail de CERISE suscite pour ses membres. Le temps consacré à CERISE, sous l'impulsion du secrétariat technique, a progressé fortement sur les trois années. Sans doute est-il difficile d'envisager que les membres pourront consacrer davantage de temps sur ressources propres à CERISE.

22. Visibilité et crédibilité des travaux de CERISE

Il a fallu attendre l'année 2002 pour voir se concrétiser la réalisation d'un séminaire international sur financement de l'agriculture et de deux rencontres thématiques sur la Gouvernance. Les échanges avaient été jusque-là réalisés de façon plus informelle et à échelle plus réduite. CERISE espère maintenant pouvoir organiser une ou deux rencontres thématiques annuelles. Les partenariats entre CERISE et d'autres acteurs de la microfinance ont ainsi été renforcés et resteront une priorité de CERISE pour les années à venir, en particulier en direction des partenaires du Sud.

Des articles ont été publiés sur les thèmes de capitalisation de CERISE. Ils représentent là aussi un aboutissement de trois années d'investissement. La publication devra se poursuivre à un rythme régulier par la suite. Des efforts devront être entrepris pour des publications en anglais à l'attention des acteurs anglophones de la microfinance.

Un mode de diffusion de l'information intéressant a été développé sous forme de fiches synthétiques qui ont été diffusées par la voie de listes électroniques (bulletin d'information Post-Dakar suite au séminaire sur financement de l'agriculture), d'Espace Finance (Bulletins d'information du Mardi, BIM, sur gouvernance et financement de l'agriculture) et sur la version multimédia du Mémento de l'Agronome.

Les bailleurs de fonds connaissent maintenant les travaux de CERISE et en reconnaissent la qualité (FIDA, CGAP, GTZ, MAE). Une première série de travaux au nom de CERISE avec le FIDA sur les modes d'intervention (revue du portefeuille Afrique de l'ouest et « *decision tool* ») montre la reconnaissance de la part du FIDA de la pertinence du mode de fonctionnement et de la qualité de la réflexion commune.

Ressources financières : C'est d'abord le soutien financier de la FPH sur ces trois années qui a permis à CERISE de se structurer, de se faire connaître et d'élaborer les premiers échanges. Les membres de CERISE ont cotisé pour le fonctionnement de la structure de façon dégressive sur les trois années. En parallèle, la contractualisation est montée en puissance et deviendra à terme la ressource principale de CERISE.

³ Ainsi, le travail de capitalisation sur la gouvernance a demandé au total environ 150 jours de travail répartis entre le secrétariat technique et les quatre institutions membres. La participation au travail sur le financement de l'agriculture aux côtés du CIRAD a requis au minimum une vingtaine de jours de travail par institution (rédaction des cas, rencontres, séminaire à Dakar).

3. Les perspectives pour 2003

31. La capitalisation en 2003

Financement de l'agriculture

Capitalisation « Post Dakar »

- 1) **Les actes du séminaire de Dakar** : ils seront disponibles au printemps 2003 sur CDROM et reprendront dans leur intégralité les documents préparatoires du séminaire, les contributions écrites et orales, les rapports des ateliers et les recommandations ; ils seront diffusés à tous les participants du séminaire, en même temps que le résumé exécutif.
- 2) Un **ouvrage collectif CIRAD/CERISE** portant sur les conditions de contribution de la microfinance au financement de l'agriculture sera édité début 2004.

Un appui à la recherche du programme de développement de la microfinance au Niger

La composante recherche du Programme de Développement des Services Financiers Ruraux au Niger, en bref

La consolidation, la pérennisation et la professionnalisation sont les enjeux majeurs pour la microfinance du Niger. L'amélioration de la connaissance du milieu, de l'impact des SFD, et l'adaptation de l'offre de la microfinance aux besoins des populations participent à ces enjeux.

Malgré le développement récent des SFD, deux problèmes cruciaux de financement restent posés : le financement des zones et populations très défavorisées et le financement de l'agriculture.

Le constat de la fragilité du secteur a conduit à la mise en place du Programme de Développement des Services Financiers Ruraux (PDSFR). Ce programme a pour objectif d'appuyer la définition d'une stratégie nationale de la microfinance, de contribuer à la mise aux normes légales du secteur, de favoriser son autorégulation et d'appuyer sa professionnalisation.

Le PDSFR s'est doté d'une composante de recherche développement (CRD) qui a pour objectif d'appuyer les SFD sur les questions de financement des zones défavorisées et de financement de l'agriculture. La composante CRD est également chargée du suivi évaluation du programme et devra intégrer à ce titre l'analyse de l'impact des SFD.

Le CIRAD s'est associé à CERISE et au CNEARC pour appuyer le PDSFR. Il s'agit d'un programme d'appui sur trois ans qui s'efforcera (1) de favoriser l'accès du PDSFR aux acquis et aux débats de la recherche développement sur le financement rural ; (2) d'appuyer le PDSFR dans la conception, la mise en œuvre et la valorisation des activités de recherche-développement ; (3) d'appuyer la formation de compétences nigériennes de recherche développement en financement rural.

La participation de CERISE à ce programme de recherche-développement porte sur la partie qui correspond à son mandat : appui méthodologique, recherche, publication, etc. L'association avec le CIRAD et le CNEARC permet d'offrir au PDSFR une diversité de compétences dans laquelle la partie opérationnelle est clairement de la responsabilité du CIRAD.

Une collaboration avec le programme FIDA/CGAP

Le CGAP et le FIDA sont intéressés par les travaux CIRAD/CERISE sur les ménages (mode de financement des activités agricoles ; insertion des services financiers dans les stratégies des ménages) qui existent sur une dizaine d'études de cas. Des propositions pourront être faites par la suite sur des projets de poursuite de travaux sur des thèmes qui intéressent le FIDA et le CGAP : études d'impact menées auprès d'institutions finançant l'agriculture ; proposition d'appui au PDSFR Niger ; travail sur les filières libéralisées, etc.

Gouvernance

Nouvelles études de cas : Certains des partenaires de CERISE présents au cours des rencontres Gouvernance ont proposé d'appliquer la grille d'analyse détaillée dans le document CERISE à leurs propres cas ou ceux de leurs partenaires du Sud. Les études de cas pourront se faire en étroite collaboration avec CERISE afin de faciliter le travail des équipes et de maintenir les échanges et réflexions communes sur le sujet. Ces applications permettront d'enrichir la réflexion sur la nature de la gouvernance en microfinance et de compléter la grille d'analyse. De leur côté, les membres de CERISE réactualiseront leurs études de cas afin de suivre l'évolution de la gouvernance au sein des anciens projets institutionnalisés.

Opérationnalisation de la grille d'analyse : l'opérationnalisation de la grille d'analyse consistera, à l'image des *Decision Tools* du FIDA à disposer d'un outil simple et pratique qui permette aux acteurs de la microfinance (IMF, opérateurs, bailleurs, régulateurs) d'analyser les points forts et les points faibles d'une structure de gouvernance au sein d'une institution. Cette première ébauche d'outil réalisée en 2003 pourra ensuite être déclinée selon diverses directions (test auprès d'IMF, module de formation, diffusion, etc.).

Impact

Ce thème de l'impact a toujours été suivi par CERISE à travers l'activité de ses membres ou les échanges avec ses partenaires. La capitalisation sur l'impact constituera cependant pour 2003 une activité majeure avec plusieurs chantiers convergents et sera l'occasion d'échanges nourris avec des partenaires intéressés par ces questions (Centre Walras, Entrepreneurs du Monde, ESF, InterAide, IRD, SIDI, etc.). Un groupe de travail sur l'impact pourrait être envisagé.

Méthodologies de mesure d'impact

Le travail sur l'impact dans le cadre du PAFID, en bref

Un travail sur les mesures d'impact des institutions de microfinance a été réalisé en 2001 dans le cadre du Pafid (Programme d'Appui au Financement Décentralisé). Cette étude sur documents et entretiens avec les opérateurs a été confiée au cabinet Evalua et a donné lieu à un rapport faisant le point sur les stratégies d'intervention des opérateurs en matière de mesure d'impact.

Afin de poursuivre ce travail de capitalisation et d'approfondir les aspects méthodologiques, un travail sera réalisé en 2003 à partir des expériences menées par les opérateurs sur la base d'une grille d'analyse commune.

En 2003, les membres de CERISE appliqueront un canevas d'analyse commun sur une dizaine de travaux de mesure d'impact réalisés auprès d'IMF africaines et asiatiques. Cet échantillon d'études offrira une bonne diversité de contextes et d'approches en termes d'études d'impact (analyses de satisfaction des clients, études socio-anthropologiques, étude méso-économique, etc.). Ce travail de capitalisation sur les méthodes, entrepris aussi par les partenaires de CERISE associés au travail sur l'impact (SIDI, Walras/IRD, InterAide, etc.) permettra de faire le point sur les méthodes de mesures d'impact.

Initiative sur les indicateurs de performance sociale

L'initiative sur les indicateurs de performance sociale en bref

Cette initiative est un projet commun entre la fondation Argidius (qui assure le financement de la première phase), CERISE (qui assure la coordination, l'administration du projet et sa mise en œuvre) et le CGAP (participation au « steering committee » et coordination globale).

L'étude est destinée à développer un cadre conceptuel et une matrice d'indicateurs de performance sociale que les institutions de microfinance pourront utiliser pour évaluer et suivre leurs performances sociales et qui pourra permettre une plus grande transparence sur ces aspects pour les acteurs de la microfinance. La mesure des performances sociales complètera les indicateurs de performance financière utilisés jusqu'à présent. Les indicateurs choisis devront être pertinents, fiables et pratiques à utiliser.

L'étude devra répondre aux questions suivantes:

- Qu'est-ce que la performance sociale en microfinance ?
- Quels sont les indicateurs qui existent, même en dehors de la microfinance ?
- Quelle est la pertinence et la validité des indicateurs de performance sociale?

Le « *Steering Committee* » est composé de:

Syed Hashemi – CGAP, USA
Renée Chao Beroff – CIDR / CERISE, France
Hege Gulli – NORAD, Norvège
Koenraad Verhagen – Fondation Argidius Foundation, Suisse

L'équipe de recherche est composée de:

Manfred Zeller – Université de Göttingen University, Allemagne.
Martin Greeley – Institute of Development Studies, Manchester, Grande Bretagne.
Cécile Lapenu – CERISE, France.

L'initiative sur les indicateurs de performance sociale s'inscrit dans le cadre du travail sur l'impact même si l'objectif n'est pas directement d'aboutir à des méthodes de mesure d'impact mais simplement d'évaluation des préoccupations sociales des IMF.

La réflexion associe CERISE à des chercheurs européens et prendra en compte la position des institutions de microfinance qui pourront dans un premier temps se positionner quant à la pertinence et à la validité d'un certain nombre d'indicateurs proposés. Dans ce but, un questionnaire sera proposé aux IMF partenaires de CERISE et d'IDS pour recueillir leurs avis.

Ce travail constitue une première étape qui devrait aboutir dans le courant du mois de juillet 2003 à une note conceptuelle sur la mesure des performances sociales des IMF et une première matrice d'une vingtaine d'indicateurs. Cette note servira de base de réflexion pour une éventuelle poursuite des travaux qui consisterait à tester les indicateurs avec des IMF partenaires.

Ce travail donnera lieu à des échanges et des analyses croisées avec les travaux du Chantier Finance solidaire appuyé par la FPH.

Le « *Poverty Assessment Tool* »

Cet outil d'évaluation de la pauvreté a été développé par l'IFPRI et le CGAP pour évaluer le niveau de vie des clients des IMF par rapport aux non clients.

CERISE participera à sa traduction de l'anglais vers le français et peut appuyer son utilisation pour l'analyse des projets de microfinance d'opérateurs ou de bailleur, comme dans le cadre d'un travail avec le Bureau international du travail.

La collaboration avec le BIT en bref

Le Bureau International du Travail basé à Genève se lance dans une démarche qui correspond à une revue interne de porte-feuille. Le BIT est conscient de certaines faiblesses de ses projets et d'un manque de coordination entre ses départements appuyant différents programmes de microfinance. L'appui méthodologique de CERISE a été sollicité pour l'application du "Poverty Assessment Tool" IFPRI-CGAP sur 2 ou 3 projets du BIT et pour participer aux discussions, en amont sur les méthodes, et en aval sur les résultats des évaluations.

Mode d'intervention

« Peer Review »

La méthode utilisée s'inspire de celle qui est actuellement utilisée le CGAP pour la revue des portefeuilles de microfinance des bailleurs de fonds (« *peer review* »). Elle consiste à faire analyser et évaluer l'ensemble du portefeuille de projets d'un membre de CERISE par les autres membres. Cela préfigure une nouvelle forme de travail entre organisations, souvent "concurrentes" dans leur savoir-faire et leur montage de dossiers financiers, et permet d'élargir les références et d'engager un processus de capitalisation/apprentissage/réflexion collectif sur les modes d'intervention. Cet exercice doit déboucher sur la mise en évidence des points forts et des points faibles des pratiques d'opérateur en microfinance et sur des recommandations.

Le grand intérêt d'une revue par les pairs est de casser les effets d'asymétrie d'une évaluation classique où l'évaluateur se sent ou est ressenti comme tout puissant, avec en relation inverse, l'évalué qui cherche à se mettre en valeur ou à se défendre et à dissimuler certaines informations. La situation est d'autant plus pervertie si l'évaluation est imposée par le bailleur de fonds en vue d'une décision de financement ou de refinancement.

Un autre avantage est d'avoir un regard externe mais de personnes ayant un grand degré de compétences pour avoir vécu concrètement les mêmes problèmes pendant plusieurs années et développer eux-mêmes des solutions voisines ou différentes.

Il faut cependant s'entendre sur les conditions nécessaires d'évaluation par les pairs : les pairs doivent se choisir entre eux, s'estimer, ne pas être en relation de concurrence directe, refuser la complaisance, accepter la réciprocité et surtout être persuadés que le regard externe et critique de personnes compétentes va permettre d'améliorer le propre fonctionnement de leur institution ou de leurs réseaux, par une vision comparative, au-delà de quelques blessures superficielles d'amour propre.

Le CIDR, qui débutera la revue, pourra par la suite s'appuyer sur les résultats de cet exercice pour élaborer la stratégie à 5 ans que son département microfinance doit produire pour la mi 2003.

32. Renforcement des partenariats

La structure du partenariat CERISE

1. Les membres fondateurs de CERISE

Les membres fondateurs de CERISE ont une expérience riche en termes de microfinance et cherchent à la partager entre eux mais aussi avec de partenaires extérieurs pour améliorer les pratiques d'intervention.

Les membres et le secrétariat technique fixent les axes de capitalisation qui leur paraissent prioritaires, organisent la capitalisation et l'animation de la réflexion. Ils participent à l'ensemble des travaux de CERISE par le biais d'une ou deux personnes de chaque institution. Chaque membre paye une cotisation annuelle qui est dégressive en fonction des ressources propres acquises par CERISE. Une cotisation minimum sera néanmoins toujours versée, preuve de l'engagement des membres dans la structure.

Chaque membre participe concrètement à CERISE par la voie de deux personnes minimum. Une certaine stabilité dans la représentation aux réunions mensuelles est assurée afin d'avoir une continuité dans la réflexion. Cette nécessité de continuité a cependant peut être un peu desservi l'implication des différentes équipes techniques des membres. Celles-ci pourraient être davantage impliquées à terme par groupe de travail.

2. Les partenaires d'échanges

La volonté d'ouverture de CERISE a été affichée depuis sa création : ouverture en France, ouverture francophone. Pourtant CERISE n'a pas encore accueilli de nouveaux membres. Le travail au sein de CERISE est exigeant en termes de disponibilité, d'engagement et nécessite une volonté ferme d'échanger et de travailler en commun avec des objectifs partagés. Ce mode de travail et cet état d'esprit sont maintenant « calés » entre les membres et facilitera la phase d'ouverture avec des partenaires partageant les mêmes envies. La régularité des rencontres pose également un problème de logistique pour les membres éloignés (déjà perceptible pour le CIRAD, basé à Montpellier) ce qui a fait revoir à la baisse les ambitions « francophones ».

Dès maintenant, CERISE doit entretenir et approfondir les relations d'échanges avec ses partenaires : acteurs dans la microfinance au Nord comme au Sud, opérateurs, IMF, bailleurs, chercheurs. Dakar et les rencontres Gouvernance ont ainsi associé d'autres institutions et ont permis d'élargir le réseau : réseau d'opérateurs (ACEP, SIDI, CRS, COFIDES, Entrepreneurs du monde, InterAide, FERT), réseau de bailleurs (CGAP, FIDA, GTZ, MAE), réseau d'institutions d'appui (ADA, CNCE, Doucet et As., ESF, Horus, InterRéseaux, FPH, PlanetFinance), réseau de recherche et de formation (CEFEB, IRD/Walras, Université Mons Hainaut, Université Paris I).

Les premiers échanges ont montré l'intérêt des partenaires contactés face à la démarche de CERISE. Il s'agit de formaliser un peu ce partenariat afin que les individus impliqués et leurs institutions puissent par exemple participer à la définition des axes de travail, participer aux groupes de travail par thème, assurer un retour sous forme de compléments ou de commentaires sur les capitalisations ; être co-auteurs de documents, etc. Sur le thème de l'impact et l'approfondissement des travaux sur gouvernance, le travail se fera de manière étroite avec la SIDI, InterAide, Entrepreneurs du monde, ADA, le centre Walras et l'IRD.

Des efforts supplémentaires doivent être consentis pour associer plus activement les partenaires du Sud.

La visibilité de CERISE et l'enrichissement de son « pool » d'expériences passent aussi par l'élargissement de ses membres. Les nouveaux membres pourront quant à eux bénéficier de la dynamique de capitalisation de CERISE, animée par son secrétariat technique, et de la crédibilité et la pertinence de son mode de travail déjà reconnu à l'extérieur.

CERISE et Epargne sans frontière

Epargne sans frontière revoit sa stratégie en termes de composition, d'activités et de fonctionnement et des pistes de collaborations ont été ouvertes avec CERISE, notamment autour de la revue (collaboration autour de numéros thématiques microfinance, implication dans des groupes de travail préparatoires, voire coorganisation de séminaires dans la suite des travaux CERISE...). Une adhésion avec entrée au conseil d'administration et une implication dans les activités pourraient être envisagées.

3. Le réseau d'information

Plus largement, CERISE a tout intérêt à diffuser le plus systématiquement possible son travail. Cela peut passer par une liste électronique de diffusion de synthèses de ses travaux et l'accès à un site Web simple, léger et donnant accès à tout le travail de capitalisation réalisé. Le réseau d'information comporterait l'ensemble des personnes des « cercles » précédemment décrits avec les partenaires des membres de CERISE, les partenaires des membres de CERISE, les personnes ayant participé à des rencontres et séminaires organisés ou co-organisés par CERISE, ayant pris contact avec CERISE pour des informations, ayant participé à des formations (type CNEARC ou CEFEB) et ayant manifesté leur intérêt pour ces travaux, etc.

Renforcement de la communication

Site CERISE

La capitalisation commençant à être conséquente et CERISE acquérant une certaine notoriété auprès des opérateurs, des IMF, des bailleurs et des chercheurs, il devient nécessaire de pouvoir communiquer, échanger et mettre à la disposition de tous les documents et informations concernant CERISE.

Un site simple est en cours d'élaboration et sera accessible au deuxième trimestre 2003 à l'adresse suivante : www.cerise-microfinance.org.

Publications

L'année 2002 a vu se concrétiser un certain nombre de projets de publications, dont certaines ont été produites en anglais. Ce travail doit être poursuivi : fiches de capitalisation à diffuser largement, publications d'articles, édition des documents de capitalisation produits par CERISE.

Les partenaires de CERISE seront davantage associés à ce travail.

Trois ans de travail ont permis à CERISE de caler son mode de fonctionnement, d'approfondir des thèmes sur lesquels des avancées en termes de capitalisation ont été produites. Le travail commence à être reconnu, à la fois par les pairs et par les bailleurs. Les échanges sont renforcés et le réseau de partenaires commence à se structurer.

CERISE poursuivra dans cette direction, en associant davantage ses partenaires du Sud. L'année 2003 sera centrée sur le thème de l'impact et des modes d'intervention et CERISE cherchera à partager le plus largement possible son expérience. Cette année sera également l'occasion d'une réflexion plus approfondie sur les perspectives à moyen terme de CERISE (programme, dynamique de réseau, mode de financement, etc.).

Annexe : Les thèmes de capitalisation

Les axes majeurs de capitalisation sont les suivants :

Gouvernance et viabilité sociale

La pérennité des IMF dépasse les questions d'équilibre financier et d'adaptation au cadre réglementaire. Il s'agit alors de mieux comprendre la façon dont s'exerce le pouvoir au sein de l'institution : qui sont les acteurs ? quel est le montage institutionnel ? quel est le mode d'adaptation à l'environnement ?

Financement de l'agriculture

Alors que l'offre publique de financement à l'agriculture diminue (faillite des banques de développement, libéralisation des principales filières de production agricole), et que l'offre privée des banques commerciales reste frileuse, la microfinance devient l'alternative majeure. Dans quelles conditions, la microfinance, dans sa diversité, et sous contrainte de pérennisation, pourra-t-elle répondre efficacement à l'ampleur et à la spécificité des besoins de financement de l'agriculture dans un contexte de libéralisation ?

Impact

La question de la mesure de l'impact des IMF constitue un éternel débat de la microfinance (coût, durée, limites des études).

Il s'agit de dépasser les querelles stériles pour produire et synthétiser des connaissances à partir de l'expérience des membres de Cerise et de ses partenaires, cerner les indicateurs importants pour les IMF (en particulier en termes d'impact social) et travailler sur des méthodes simples d'analyse d'impact qui permettent d'améliorer le pilotage des IMF .

Diagnostic de la microfinance en Afrique de l'Ouest :

Après une quinzaine d'années de développement extensif, le secteur de la microfinance en Afrique de l'Ouest connaît de profondes mutations institutionnelles, sociales et économiques. Ce thème est prospectif, destiné à comprendre l'évolution actuelle de la microfinance en Afrique de l'Ouest et ses perspectives à moyen terme.

Modes d'intervention en microfinance

Les opérateurs en microfinance cherchent à démultiplier l'offre, à éviter les crises et les échecs et à utiliser plus efficacement les ressources mobilisées dans la construction et le soutien des IMF.

Que peut-on proposer au-delà du mode d'intervention classique des opérateurs du Nord responsables du montage d'un projet au Sud ?

Bibliographie : Travaux et publications CERISE

Mode d'intervention

CERISE, 1999. *Les contraintes et défis de la viabilité des systèmes de microfinance en zones rurales défavorisées en Afrique*. Etude réalisée pour le compte du Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU). Mai 1999. 69 p.

CERISE, 2000. *Les modes d'intervention en microfinance*. Article paru dans « Techniques Financières et Développement », n°59, décembre 2000, 15 p.

CERISE, 2000. *Réflexions des Organisations de Solidarité Françaises en matière de microfinance*. Note de synthèse réalisée pour les OSI dans le cadre de la réunion de concertation « Club des OSI/AFD », 10 octobre 2000, 18p.

CIDR, CERISE, 2001 (Décembre). *Stratégie Régionale en Finance Rurale, Afrique Centrale et de l'Ouest, Tome 1 : Rapport principal, Rapport provisoire*, Fonds International de Développement Agricole, Rome, 73 p.

CIDR, CERISE, 2001 (Décembre). *Stratégie Régionale en Finance Rurale, Afrique Centrale et de l'Ouest, Tome 2 : Revue des projets, Rapport provisoire*, Fonds International de Développement Agricole, Rome, 120 p.

CERISE (2003, à paraître). *Rural Finance Decision Tools*, (Pre-draft May 2002) Fonds International de Développement Agricole, Rome, 85 p + an.

Financement de l'agriculture

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Bénin ?* (contribution de François Doligez, IRAM)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas de Madagascar ?* (contribution de Cécile Lapenu, CERISE et Christian Baron, CIDR)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Cambodge ?* (contribution de Pierre Daubert, GRET)

CIRAD, CERISE, 2001. *Quelle contribution de la microfinance au financement de l'agriculture dans le cas du Vietnam ?* (contribution de Geneviève Nguyen, ENSA Toulouse).

CERISE, CIRAD, 2001. *Comment adapter les services de la microfinance aux besoins de financement de l'agriculture ? Zoom sur le crédit moyen terme* (contribution de Cécile Lapenu, CERISE)

Inter Réseaux, CIRAD, CERISE, 2001. *Microfinance et sécurisation du crédit à l'agriculture* (contribution de Dominique Lesaffre et Denis Pesche, Inter-Réseaux)

CERISE, CIRAD, 2001. *Microfinance, banques agricoles, banques commerciales : quels partenariats pour le financement de l'agriculture ?* (contribution de Christian Baron, CIDR)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quels modes d'intervention pour les bailleurs de fonds pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ?* (contribution de Christine Poursat, GRET)

CIRAD, CERISE, 2001. *Microfinance et organisations paysannes : quel partage des rôles, quels partenariats ?* (contribution de Betty Wampfler, CIRAD)

CERISE, CIRAD, 2001. *Quelles politiques publiques pour renforcer la contribution de la microfinance au financement de l'agriculture ?* (contribution de Dominique Gentil, IRAM et Bruno Losch, CIRAD)

Wampfler B., Lapenu C., 2002. *La microfinance au service de l'agriculture familiale*. Résumé exécutif du séminaire international, 21-24 janvier 2002, Dakar, Sénégal. Afraca, Cirad, Cta, Mae, Enda Graf, Fida, Cerise. Français / Anglais. Ministère Français des Affaires Etrangères, Série « Partenariats ». 36 p.

Fournier, Y., Konaté, M., Lapenu, C., 2002 (Mai). Etude sur le crédit aux producteurs en zone cotonnière. République du Mali, Mission de restructuration du secteur coton, IRAM, BIREC, CERISE, Paris, 153 p.

CERISE, 2002. Fiches sur Microfinance en Agriculture. Version multimédia du Mémento de l'Agronome, CIRAD – GRET – MAE.

Lapenu, C., Fournier, Y., Ichanjou, P. (2003, à paraître). *Potentialités et limites de la caution solidaire*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Financement de l'agriculture (en anglais)

Wampfler B., 2001. *The financing of agriculture in a context of liberalisation : what is the contribution of microfinance ? A case study in West Africa*. Introduction paper to the workshop of Dakar (21 –24 of January 2002). 14 p.

Lapenu C., 2001. *Matching supply by MFIs and the needs of family agriculture* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002).

Lesaffre D., Pesche D., 2001. *Microfinance and securing agricultural credit*. Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002).

Wampfler B., Mercoiret M.R., 2001. *Microfinance and producers' organisations: roles and partnerships in the context of liberalisation ?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). 34 p.

Wampfler B., Doligez F., Poursat Ch., 2001. *What modes of intervention can strengthen the contribution of microfinance to the financing of agriculture ?* Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). 13 p.

Wampfler B., Baron Ch., 2001. Microfinance, agricultural banks, commercial banks: what potential partnerships could finance family agriculture? Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). 15 p.

Gentil D., Losch B., 2002. *Microfinance policies and agricultural policies : Synergies et divergences*. Paper presented on the workshop of Dakar (21-24 of January 2002). CIRAD / CERISE /Janvier 2002

Wampfler B., 2002. *Achievements, limits and prospects of microfinance as a means of financing agricultural and rural development: the experience in West Africa*. Special paper for the annual report of CTA 2001. CTA, Wageningen. 11p.

Wampfler B., Lapenu C., 2002. *Microfinance in support to family agriculture*. Executive summary. International seminar, 21-24 January 2002, Dakar, Senegal. Afraca, Cirad, Cta, Mae, Enda Graf, Fida, Cerise. French / English. Ministère Français des Affaires Etrangères, Série « Partenariats ». 36 p.

Gouvernance

CERISE, 2002. *La gouvernance en microfinance : grille d'analyse et études de cas*. Document préparatoire à la rencontre thématique du 15 octobre 2002. 136 p.

Lapenu, C. 2002 (octobre – décembre). *La gouvernance en microfinance : grille d'analyse et perspectives de recherche*. Revue Tiers Monde, tome XLIII, n°172, pp 847 – 865.

CERISE (2003, à paraître). *Enjeux et limites de la participation des bénéficiaires et des salariés dans la structure de gouvernance des institutions de microfinance*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.

Impact

CERISE, 2003 (Mars, à paraître). *L'évolution des enjeux et outils de l'analyse d'impact en microfinance*. Techniques Financières et Développement, Epargne Sans Frontière, N°70.

Lapenu, C., (2003, à paraître). *Un outil d'évaluation du niveau de vie des clients des institutions de microfinance*. in Exclusion et Liens financiers, rapport du Centre Walras, Economica, Paris.